

Nous voulons que le secteur canadien de l'énergie soit non pas une source de frictions politiques et régionales, mais plutôt un facteur de croissance économique et de développement national. Nous croyons que ce sera possible grâce à nos nouvelles politiques.

Un de nos premiers gestes a été de supprimer l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Nous avons créé par une loi du Parlement un nouvel organisme appelé Investissement Canada, qui a le mandat positif d'encourager les nouveaux investissements, tant de source canadienne que de source étrangère, tout en tenant compte du caractère particulier des secteurs culturels de notre économie. Ces mesures ont contribué à rétablir un climat plus serein dans les relations fédérales-provinciales. Bien sûr, il y aura toujours des divergences. Or l'acceptation de la diversité est au cœur même d'un système fédéral comme le vôtre ou le nôtre.

Dans une fédération, les dirigeants politiques nationaux auront toujours pour tâche de concilier les divergences, d'harmoniser les politiques, d'égaliser les chances, d'exploiter les forces régionales, de respecter les différences historiques et culturelles et de toujours offrir à la nation une vision de ce qu'elle peut accomplir en tant que collectivité.

Voilà deux jours, il y a eu une élection provinciale au Québec. L'enjeu n'était pas la séparation — cette option a été mise de côté avant l'élection. En l'absence de ce thème, les deux grands partis ont axé leur campagne sur les questions économiques. Tous deux étaient dirigés par des chefs compétents, et ils ont mené des campagnes énergiques mais sereines. Les deux partis ont proposé des objectifs similaires. La question était de savoir lequel des deux pourrait le mieux stimuler l'emploi et la croissance économique dans le cadre fédéral. Et lundi, les Québécois se sont prononcés. Ils ont élu un gouvernement qui s'est engagé à favoriser le renforcement de l'économie et la collaboration avec le gouvernement fédéral à Ottawa.

Le verdict de l'électorat québécois ne peut donc qu'accroître la stabilité économique au Canada et contribuer au renouveau économique. L'amélioration des relations fédérales-provinciales, la nouvelle politique en matière d'énergie, la plus grande ouverture aux investissements, ce sont toutes là des conditions essentielles à la reprise de la croissance économique et à la création d'emplois au Canada.

Il ne fait aucun doute que le renouveau économique est bel et bien amorcé. Tous les indices sont là pour le prouver, qu'il s'agisse des prévisions relatives au produit national brut (PNB), aux taux d'intérêt, à l'inflation, aux mises en chantier, à l'emploi, aux placements de capitaux. Dans certains cas, ils sont même plus encourageants que les vôtres. Mais surtout, la confiance revient. Nous devons aussi, pour rétablir la confiance, mettre de l'ordre dans les finances publiques; c'est pourquoi nous nous sommes engagés à réduire graduellement le déficit au cours des cinq prochaines années.

Nous nous sommes délibérément efforcés d'ouvrir les portes au commerce et à l'investissement. Nous voulons faire en sorte que les politiques gouvernementales favorisent l'investissement et la croissance des entreprises, au lieu d'y faire obstacle. C'est ce message que j'ai livré à des investisseurs réunis à New York il y a un an. Et c'est le message que je vous répète aujourd'hui : le Canada est ouvert aux affaires et prêt à accueillir les investisseurs. Notre pays a toujours été un bon endroit où investir, et nous sommes en train d'en faire un lieu encore plus accueillant pour les gens d'affaires.